

INSERTION DEFI ECONOMIQUE

1, place François Mitterrand

BP 74

93300 NEUILLY-SUR-MARNE

AUDIT EUREX
Société de Commissaires
aux Comptes membre
de la Compagnie
Régionale de Paris

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Du 30 Juin 2014

Statuant sur les comptes de l'exercice

du 1^{er} Janvier 2013 au 31 décembre 2013

Cabinets associés :

Aix-les-Bains
Annemasse
Annecy
Annonay
Aubenas
Bollène
Bourg-en-Bresse
Casablanca
Chambéry
Cluses
Enghien-les-Bains
Fécamp
Genève
Grenoble
Honfleur
Lille
Lyon
Megève
Mulhouse
Nice
Paris
Roanne
Saint-Etienne
Strasbourg
Thonon-les-Bains
Varsovie

**RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

AUDIT EUREX

Société par actions simplifiée au capital de 44.000 euros - Siren n° 340 900 422 RCS Paris - TVA FR 14 340 900 422 - Code Naf 6920 Z

Siège Social : 12 rue du 4 Septembre - 75002 Paris

Tél. 01 56 69 37 37 - Fax. 01 42 25 60 76 - E.mail : audit.eurex@eurexfrance.com

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association INSERTION DEFI ECONOMIQUE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages, ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans la note « informations complémentaires pour donner une image fidèle » de l'annexe concernant la situation financière de l'association et l'information complémentaire sur la divergence des comptes de l'exercice 2012 dans la colonne relative à celle de l'exercice N-1 dans la plaquette des comptes annuels 2013 et de la présentation qui en est faite.

II – JUSTIFICATIONS DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note « informations complémentaires pour donner une image fidèle » de l'annexe expose que les fonds propres sont toujours négatifs.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bienfondé de l'application des principes comptables utilisés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

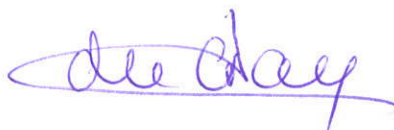
A l'exception de l'incidence des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les documents adressés aux membres de l'assemblée sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 12 Juin 2014

AUDIT EUREX

Société de Commissaires aux Comptes

Valérie PERRET DU CRAY
Associée



Bilan

Présents en Euros

ACTIF	31/12/2013 (12 mois)		31/12/2012 (12 mois)		Variation
	Etat	Amort/prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement	549,00	549,00			
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions	3 795,18	1 388,29	2 406,89	2 409	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	53 765,70	38 755,45	15 702,14	- 592	
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	228,67		228,67	228,67	
TOTAL (I)	58 338,55	40 690,74	17 647,81	18 873,48	- 1 226
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements	293,86		293,86	196,81	97
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et fins					
Marchandises	22 893,20		22 893,20	23 514,45	- 621
Avances et acomptes versés sur commandes	121,00		121,00	121	121
Clients et comptes rattachés	5 558,69		5 558,69	13 723,66	- 8 165
Autres créances					
Fournisseurs débiteurs	58,41		58,41		58
Personnel					
Organismes sociaux					
Etat, impôts sur les bénéfices	22 694,00		22 694,00	4 848,00	17 846
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	3 168,36		3 168,36	2 068,25	1 100
Autres	17 448,89		17 448,89	14 457,60	2 991
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	11 545,59		11 545,59	16 397,49	- 4 852
Disponibilités					
Instruments de trésorerie	2 051,58		2 051,58	1 117,84	934
Charges constatées d'avance					
TOTAL (II)	85 833,66		85 833,66	76 524,10	9 510
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (I à V)	144 172,21	40 690,74	103 481,47	95 197,58	8 284

Bilan (suite)

Présents en Euros

PASSIF	31/12/2013 (12 mois)		31/12/2012 (12 mois)		Variation
	Etat	Amort/prov.	Net	Net	
Capitex Propres					
Capital social ou individuel (dont versé :)					
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecart de réévaluation					
Réserve légale					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau	-107 108,81		-107 108,81	-139 802,74	32 694
Résultat de l'exercice	37 250,59		37 250,59	32 693,93	4 557
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL (I)	-69 858,22		-107 108,81	-107 108,81	37 257
Produits des émissions de titres participatifs					
Avances conditionnées					
TOTAL (II)					
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
TOTAL (III)					
Emprunts et dettes					
Emprunts obligataires convertibles					
Autres Emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit					
Emprunts					
Découverts, concours bancaires					
Emprunts et dettes financières diverses					
Divers					
Associés					
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés					
Dettes fiscales et sociales					
Personnel					
Organismes sociaux					
Etat, impôts sur les bénéfices					
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
Etat, obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes					
Instruments de trésorerie					
Produits constatés d'avance					
TOTAL (IV)	173 339,69		202 366,39	202 366,39	- 28 967
Ecart de conversion passif(V)					
TOTAL PASSIF (I à V)	103 481,47		103 481,47	95 197,58	8 284

Compte de résultat

	Exercice clos le 31/12/2013 (12 mois)		Exercice clos le 31/12/2012 (12 mois)		Présenté en Euros	
	Total	Variation absolue	Total	Variation absolue	%	
Ventes de marchandises	736 884,28	19 127	717 856,88	19 127	2,66	
Production vendue biens						
Production vendue services	736 884,28	19 127	717 856,88	19 127	2,66	
Chiffres d'affaires Nets						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges						
Autres produits	239 195,98	-9 786	248 982,00	-9 786	-3,93	
Total des produits d'exploitation (I)	14 145,27	8 436	5 706,89	8 436	147,86	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	205,75	206		206	N/S	
Achats de matières premières et autres approvisionnements	990 531,26	17 985	972 545,87	17 985	1,85	
Variation de stock (matières premières et autres approv.)	229 892,76	6 323	222 770,05	6 323	2,84	
Autres achats et charges externes	621,25	5 283	-4 861,63	5 283	113,33	
Impôts, taxes et versements assimilés	-97,05	- 184	87,19	- 184	211,31	
Salaires et traitements	108 892,27	5 084	103 807,84	5 084	4,91	
Charges sociales	12 818,55	-9 660	22 478,18	-9 660	-42,97	
Dotations aux amortissements sur immobilisations	487 855,06	23 816	434 339,14	23 816	5,44	
Dotations aux provisions sur actif circulant	128 105,55	-17 431	145 536,98	-17 431	-11,98	
Dotations aux provisions pour risques et charges	6 801,29	1 455	5 346,23	1 455	27,22	
Autres charges	6 854,13	6 853	1,00	6 853	N/S	
Total des charges d'exploitation (II)	950 743,83	21 340	929 404,08	21 340	2,30	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)	1 899,68	338	1 561,84	338	21,63	
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilés						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières et placement						
Total des charges financières (VI)	1 899,68	338	1 561,84	338	21,63	
RESULTAT FINANCIER (V-VI)						
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (VII=II-IV+V-VI)	37 887,77	- 3 692	41 579,95	- 3 692	-8,88	

Compte de résultat (suite)

	Exercice clos le 31/12/2013 (12 mois)		Exercice clos le 31/12/2012 (12 mois)		Présenté en Euros	
	Total	Variation absolue	Total	Variation absolue	%	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)	686,23	- 5 985	6 670,89	- 5 985	-89,71	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 399,41	- 15 606	22 004,91	- 15 606	-70,92	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)	6 399,41	- 15 606	22 004,91	- 15 606	-76,92	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-5 713,18	9 621	-15 334,02	9 621	62,74	
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	-5 076,00	1 372	-6 448,00	1 372	21,28	
Total des Produits (I-III+IV+VII)	991 217,51	12 001	979 216,76	12 001	1,23	
Total des charges (I+IV+VI+VII+IX+X)	953 866,92	7 444	946 522,83	7 444	0,79	
RESULTAT NET	-37 250,59	4 557	-32 693,93	4 557	13,94	
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier						

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif;
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Agencement des constructions	8 ANS
Matériel et outillage	2 ET 10 ANS
Matériel transport	5 ANS
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ANS

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.
Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.
Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.
Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêtés des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

En outre, compte tenu des conditions de fiabilité et de probabilité d'obtention du CICE, sa prise en compte pour des éléments de rémunération différés à long terme devrait être rare.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option :
- d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous-compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013).

Les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants :

Le montant du CICE 2013 s'élève à 14 694,00 euros.

L'utilisation du CICE sera retracée dans les comptes de l'exercice subséquent.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec
- le P.C.G. 1999 homologué par arrêté du 22 juin 1999
- les articles L.123-12 à L.123-28 du Code du Commerce

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

1 / Suite à l'acquisition d'un nouveau logiciel comptable au 01/01/2013, le bilan 2012 figurant dans la colonne N-1 des comptes annuels 2013 diverge de ceux certifiés. Des paramètres différents font apparaître les écarts suivants :

Total du bilan 2012 (comptes annuels 2012) : 95 893 €
Total du bilan 2013 (comptes annuels 2012) : 95 198 €
Ecart constaté de : 695 €

Les avances et comptes salariés qui figuraient en 2012 à l'actif sur la ligne "autres créances" pour 635 € sont, en 2013 (colonne 2012) en diminution des dettes sociales.
Le solde des tickets restaurant qui figurait en 2012 à l'actif pour 60 € sur la ligne "disponibilités" sont en 2013 (colonne 2012) en diminution des dettes sociales.

Ces deux éléments constituent la première observation sur les comptes de l'exercice 2012 permettant de justifier l'écart du total du bilan de l'exercice N-1 sur la présentation des comptes 2013 de 695 €.

Une anomalie de présentation constitue également une seconde observation : les chèques de banque de 320 € qui figuraient en 2012 au passif sur la ligne "emprunts auprès d'établissements financiers" sont en 2013 (colonne 2012) classés en "autres dettes". Les clients créditeurs de 2 260 € qui figuraient en 2012 au passif sur la ligne "avances et acomptes" sont en 2013 (colonne 2012) classés en "autres dettes" : le poste "autres dettes" augmenté de 2 580 € suite aux recensements.

2 / Il a été demandé un crédit d'apprentissage pour 8 000,00 €

3 / Droit individuel à la formation :

La loi du 4 mai 2004 ouvre pour les salariés des entreprises françaises un droit à formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans.

Les droits acquis n'ont pas fait l'objet d'évaluation à la clôture.

4 / Il a été calculé, au titre des congés payés dus, à la clôture de l'exercice :

-une dette pour congés à payer envers le personnel de 22 504,65 €

-des dettes pour charges sociales et fiscales sur congés à payer de 9 805,36 €

Dans ces conditions, l'association a maintenu le principe de continuité de l'exploitation bien que les fonds propres soient toujours négatifs de 69 K€ contre 107 K€ au 31/12/2012.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations		Rév. Lég. Val. Origine à fin exercice
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst	
Frais d'établissement, recherche et développement	549			
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions	945			2 850
Installations techniques, matériel et outillages industriels	7 249			
Autres installations, agencements, aménagements	26 500			
Matériel de transport	14 346			
Matériel de bureau, informatique, mobilier				5 668
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	2 943			
TOTAL	51 985			8 518
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés	229			
Prêts et autres immobilisations financières	229			
TOTAL	458			458
TOTAL GENERAL	52 763			8 518

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Rév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement			549	
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			3 795	3 795
Installations techniques, matériel et outillages industriels			7 249	7 249
Autres installations, agencements, aménagements			26 500	26 500
Matériel de transport			20 016	20 016
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	2 943		57 561	57 561
TOTAL	2 943		57 561	57 561
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			229	229
Prêts et autres immobilisations financières			229	229
TOTAL	2 943		58 339	58 339
TOTAL GENERAL	2 943		58 339	58 339

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice		
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises
Frais d'établissement, recherche	549		
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	945	441	1 356
Installations techniques, matériel et outillages industriels	5 311	705	6 016
Autres installations, agencements, aménagements	13 711	4 417	18 127
Matériel de transport	13 374	1 238	14 612
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL	33 340	6 801	40 142
TOTAL GENERAL	33 889	6 801	40 691

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort, dérog.
	Linéaire	Dégressif	Exception.	
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	441			
Autres installations, agencements, aménagements divers	705			
Matériel de transport	4 417			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 238			
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	6 801			
TOTAL GENERAL	6 801			

	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices		Montant net à la fin
	Augmentation	Dotations aux amort.	
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
Primes de remboursement obligations			